

**Entretien avec Michaëlle Jean**, ancienne reporter et réalisatrice à la Télévision canadienne, gouverneure générale du Canada de 2005 à 2010, Grand Témoin de la Francophonie pour les Jeux olympiques d'été de 2012 qui se sont déroulés à Londres, et depuis novembre 2011 chancelière de l'université d'Ottawa. Michaëlle Jean a accepté de répondre aux questions de DLF Bruxelles-Europe au 1<sup>er</sup> Forum mondial de la langue française à Québec, avant son allocution sur le thème « *changer le monde en français* ». Elle constate en premier lieu que le monde de la francophonie est un monde jeune, un véritable « bassin de jeunesse », ce forum en est une preuve bien réelle.



CG : Que peut offrir la francophonie pour changer le monde ?

MJ : C'est, tout d'abord, un bassin d'expertise, d'histoire, de pays riches d'expérience et de dynamisme. De par la diversité des pays qui la composent, la Francophonie porte en son sein tous les défis actuels pour l'humanité et en même temps quantités de solutions, d'idées, d'expériences, de pratiques pour y répondre grâce à notre savoir et aux nouvelles techniques de l'information et de la communication. Ce que nous sommes mérité d'être entendu, d'être, tout court. Plus optimiste que les personnalités qui ont pris la parole à l'ouverture du Forum, **Michaëlle Jean** insiste toutefois sur l'importance de l'état de vigilance : nous devons protéger la langue française pour continuer à vivre la culture comme vecteur essentiel de cohésion sociale, de dialogue, de rapprochement des peuples et des civilisations et aussi pour penser une économie, une mondialisation plus maîtrisée, une éthique du partage. Nous devons nous montrer audacieux et exigeants, ne pas sous-estimer notre force et nous soucier avant tout de ce que nous pouvons réaliser.

CG : On entend souvent dire en Europe « *l'avenir du français se joue à Bruxelles* »

MJ : Les fonctionnaires francophones de l'espace européen – comme ceux d'autres espaces dans le monde – doivent se sentir responsables en prenant la parole en français, en exigeant les documents de travail en français pour que la francophonie soit respectée. Il est navrant de voir des francophones qui baissent les bras et se tirent, en quelque sorte, une balle dans le pied ! Au contraire, selon l'expression du secrétaire général, Abdou Diouf, nous devons être *des indignés linguistiques* : l'indignation est constructive, affirmons qui nous sommes et la richesse de ce que nous sommes.